

*Proposition présentée par les députés :
M^{mes} et M. Roger Deneys, Marie Salima Moyard,
Prunella Carrard et Marion Sobanek*

Date de dépôt : 26 novembre 2012

Proposition de résolution Pour une véritable démocratie en Russie !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- les élections législatives de 2011 et présidentielles de 2012 en Russie ;
- les nombreuses irrégularités dont les médias indépendants et les partis démocratiques russes se sont fait l'écho ;
- les souffrances endurées par le peuple russe au cours du XX^e siècle et ses légitimes aspirations à une société véritablement démocratique ;
- la récente visite à Genève de l'ancien député à la Douma de Russie et candidat à la mairie de la ville d'Astrakhan, M. Oleg Shein, non réélu en raison de fraudes massives, et son témoignage très alarmant concernant le processus électoral et en particulier l'étape cruciale du dépouillement ;
- l'absence d'indépendance dont semble faire preuve le pouvoir judiciaire russe face aux allégations documentées des candidats victimes de fraudes ;
- l'attachement historique de Genève à la Russie ;
- l'expérience démocratique historique dont la Suisse et Genève peuvent légitimement se targuer ;

invite le Conseil d'Etat

- à intervenir auprès des autorités russes pour exprimer les inquiétudes de Genève en matière de respect des processus électoraux démocratiques lors des récentes élections ayant eu lieu en Russie ;

-
- à demander la libération immédiate des personnes arrêtées de façon illégale en Russie, ainsi que l'arrêt des persécutions judiciaires ;
 - à condamner la préparation et la tenue de nouveaux « procès de Moscou », basés sur la torture et l'usage de faux ;
 - à se mettre à la disposition des autorités et du peuple russes pour les aider à améliorer les processus démocratiques et électoraux en Russie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Selon l'encyclopédie en ligne Wikipédia, les élections législatives russes de 2011 ont donné lieu à des fraudes massives. On y lit notamment ceci :

L'opposition et les médias indépendants estiment néanmoins que les irrégularités ont été importantes. Le Parti communiste de la Fédération de Russie dénonce, dès le début du scrutin, des fraudes massives. Le Parti libéral-démocrate de Russie et Iabloko remettent également en cause les résultats. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe relève de « sérieuses indications de bourrages des urnes »², tandis que plusieurs médias font état d'exemples de fraudes flagrantes⁴. Une vidéo montre ainsi un homme qui déclare : « Si on commence à vous embêter, appelez un policier... Il est au courant »². Plusieurs chaînes de télévisions diffusent au soir des élections des résultats pour le moins surprenant. Ainsi dans la région de Rostov, la somme des scores de chaque formation atteint 146,47 %⁵, un phénomène que certaines ONG russes explique comme le résultat d'un bourrage d'urnes en faveur de Russie unie mais dont les auteurs auraient oublié d'enlever des voix aux autres partis. Dans les casernes, les prisons, les hôpitaux psychiatriques, le parti au pouvoir a recueilli de 92 à 95 % des voix et même 99 % en Tchéchénie⁶. Une ONG, l'Observateur citoyen, avance même sur son site internet que le score réel de Russie unie serait à peine de 30 % et donc surévalué de 20 points⁷.

Le 27 septembre dernier, M. Oleg Shein, ancien député à la Douma de Russie de 1999 à 2011 et candidat à deux reprises à la mairie de la ville d'Astrakhan est venu témoigner à Genève des circonstances dans lesquelles il a été victime de fraudes électorales massives et incontestables.

A Astrakhan, des falsifications particulièrement flagrantes ont eu lieu lors des élections du maire de la ville, le 4 mars 2012 (en même temps que les élections présidentielles). Elles ont engendré un mouvement de protestation massif qui a fait beaucoup de bruit dans le pays. Il s'est notamment traduit par une grève de la faim collective de 40 jours, ainsi que par de nombreuses manifestations, en particulier celle du 14 avril 2012 qui a rassemblé près de 10 000 personnes, y compris des dirigeants populaires du mouvement moscovite.

M. Oleg Shein fêta ainsi ses quarante ans pendant la grève de la faim à laquelle il a participé jusqu'au bout, perdant 14 kg et pouvant sur la fin difficilement marcher. A tel point que beaucoup se sont mis à craindre une issue fatale. Mais les témoignages de solidarité, des concessions de la part du pouvoir (notamment la livraison des enregistrements vidéo officiels faits dans les bureaux de vote) et les promesses (mensongères) de hauts dirigeants de l'Etat ont décidé les grévistes de la faim à cesser leur action.

A la grève de la faim et aux manifestations a succédé un procès visant à annuler le résultat des élections municipales, preuves vidéo à l'appui. Mais les juges, tout en reconnaissant les infractions à la législation, ont conclu qu'elles ne suffisaient pas à prouver les falsifications... Sur place, les gens sont choqués et ne voient plus d'issue, la situation d'Astrakhan (la « dictature des bandits », comme on l'appelle là-bas) devenant celle du pays tout entier.

A cette description particulièrement inquiétante de l'état de la « démocratie » russe révélée par le cas vécu par M. Oleg Shein, on peut ajouter un récent appel à des journées internationales d'action de solidarité contre les répressions en Russie, qui devraient se dérouler entre le 29 novembre et le 2 décembre 2012. La teneur de l'appel, lancé par des organisations de la gauche démocratique russe, est le suivant :

Appel à des journées internationales d'action de solidarité contre les répressions en Russie

Aujourd'hui, nous, représentants des organisations de gauche de Russie, adressons un appel à la solidarité à nos compagnons de lutte du monde entier. Cette demande et votre réponse sont très importantes à nos yeux. Il ne s'agit pas d'un énième cas de condamnation d'innocents par la « justice » punitive de la Fédération de Russie ou d'une nouvelle vie humaine brisée par l'Etat. Aujourd'hui nous faisons face à une campagne de répression sans précédent dans l'histoire récente de la Russie, dont l'objectif est de saper la gauche russe en tant que force organisée. La stratégie du pouvoir allie arrestations, menaces, passages à tabac, usage agressif des médias ainsi que l'interdiction imminente de groupes politiques entiers. Cette stratégie est désormais beaucoup plus ferme et beaucoup moins prévisible que tout ce que nous avons vu auparavant.

Le mouvement de contestation de masse qui s'est lancé en décembre 2011 a radicalement bousculé la tradition de passivité politique et sociale qui prévalait pendant les années Poutine. (...) Les événements qui précédèrent l'inauguration du troisième mandat présidentiel de Poutine le 6 mai dernier ont impulsé le mouvement « occupy » à

Moscou. Celui-ci a occupé le centre-ville pendant tout le mois de mai et des milliers de jeunes gens y ont pris part. A ce moment, les organisations de gauche, qui se trouvaient plutôt en périphérie des intervenants libéraux reconnus jusqu'alors, ont commencé à jouer un rôle de plus en plus central dans le mouvement.

Les événements de mai ont donné un signal fort aux autorités : le mouvement a définitivement dépassé les limites de l'acceptable, les élections sont derrière nous et le moment est venu de montrer les dents. Presqu'instantanément l'affaire des « troubles de l'ordre public massifs » a été lancée et la première arrestation a eu lieu. L'anarchiste de 18 ans Aleksandra Doukhanina a été accusée d'avoir participé aux désordres et d'avoir recouru à la force contre des policiers. Les jours suivants les arrestations se sont succédé. Cette fois les personnes arrêtées étaient aussi bien des militants politiques (principalement de gauche) que des citoyens lambda, pour lesquels la manifestation du 6 mai était la première expérience politique de leur vie.

A l'heure actuelle, 19 personnes sont inculpées, 12 parmi elles sont en détention préventive. Voici les histoires de certaines d'entre elles :

Vladimir Akimenkov, 25 ans, communiste, activiste du Front de Gauche, a été arrêté le 10 juin et restera en prison jusqu'au 6 mars de l'année prochaine, quand la cour décidera de son sort. Vladimir a une mauvaise vue depuis sa naissance et cette situation a drastiquement empiré depuis qu'il est en prison. A l'heure actuelle, l'un de ses yeux ne voit plus qu'à 10 % et l'autre à 20 %. Cependant, pour la cour cela ne constitue pas une base suffisante pour changer sa peine de prison contre un engagement à ne pas quitter le territoire de la ville. Lors de leur dernière séance, les juges ont cyniquement estimé qu'une telle condescendance n'aurait été imaginable qu'en cas de cécité totale.

Mikhail Kosenko, 36 ans, non membre d'un parti, a été arrêté le 8 juin. Souffrant de désordres psychiques il a demandé à changer sa peine de prison contre une assignation à résidence. Cependant, l'enquête l'a reconnu comme « dangereux pour la société » et s'apprête à l'envoyer en traitement forcé.

Stepan Zimin, 20 ans, anarchiste et antifasciste, a été arrêté le 8 juin et restera en prison jusqu'au 6 mars, après quoi sa détention peut être reconduite. Stepan subvient aux besoins de sa mère célibataire mais cela n'a pas constitué une raison suffisante pour le libérer sous ordre de ne pas quitter le territoire de la ville.

Nikolaï kavkazskii, 26 ans, socialiste, défenseur des droits humains et activiste LGBT, a été arrêté le 25 juillet.

Les enquêteurs ne disposent d'aucune preuve crédible pour établir la culpabilité des accusés. Cependant ils restent en prisons et le nombre de nouveaux suspects ne cesse de croître. Le dernier figurant dans l'« affaire du 6 mai » est le chercheur et activiste libéral Sergueï Krivov, 51 ans, arrêté le 18 octobre. Et il y a des raisons de penser qu'il n'est pas le dernier...

L'arrestation de près d'une vingtaine de participants aux manifestations devait semer la peur dans le mouvement. L'enquête dirigée contre « les organisateurs des troubles de l'ordre publics massifs », elle, vise à frapper un grand coup dans ses leaders reconnus. Selon les termes de l'enquête, ces « troubles » sont le résultat d'un « complot » et toutes les personnes arrêtées avaient reçu des tâches bien précises. Ainsi, ce n'est pas seulement d'arrestations en série dont il s'agit, mais bien de la préparation d'un procès politique de grande ampleur contre l'opposition.

Nous avons évoqué ailleurs le film produit par la chaîne NTV qui mettait en scène dans un montage vulgaire les activistes de gauche Sergueï Oudaltsov, Léonid Razvojaev et Konstantin Lebedev en train de négocier le soutien des services secrets géorgiens. Nous avons évoqué le triste sort de Razvojaev, kidnappé alors qu'il tentait de demander l'asile en Ukraine et torturé dans le but d'obtenir une série de noms de personnes à poursuivre, l'emprisonnement de Lebedev et la menace qui pèse sur Oudaltsov, le plus connu des trois.

La vague de répression ne cesse de s'étendre. Il y a peu le Comité d'enquête a annoncé la vérification de l'organisation de Sergueï Oudaltsov Front de Gauche, ce après quoi il fort probable qu'elle tombe sous le coup d'une interdiction pour « extrémisme ». La pression sur le mouvement antifasciste augmente elle aussi. Sous des accusations mensongères, les activistes Alekseï Soutouga, Alekseï Olesinov, Igor Khartchenko, Irina Lipskaïa et Alen Volikov ont été arrêtés et se trouvent toujours en détention préventive. A plusieurs reprises, le militant socialiste Filipp Dolbounov a été interrogé de force et menacé.

Le fait que cette vague de répression sans précédent touche les forces de gauche n'est pas un hasard. En vue des mesures d'austérité, des reculs des droits des travailleurs, de la réforme de la pension qui seront bientôt mis en œuvre en Russie, le gouvernement

Poutine-Medvedev craint plus que tout l'union du mouvement démocratique actuel avec les forces de la contestation sociale. Cette vague de répression est un test important pour le nouveau mouvement de protestation : soit nous pourrons y faire face, soit nous aurons à traverser une nouvelle période d'apathie et de peur. C'est pourquoi, face à cette pression policière sans précédent, nous avons tant besoin de la solidarité de nos compagnons de lutte d'Europe et du monde entier.

Nous vous demandons de participer à des journées d'actions unitaires entre le 29 novembre et le 2 décembre aux ambassades de la fédération de Russie ou toutes autres représentations dans vos pays. Il s'agit d'exiger la libération immédiate des personnes arrêtées de façon illégale ainsi que l'arrêt des persécutions judiciaires honteuses et la préparation de nouveaux « procès de Moscou », basés sur la torture et l'usage de faux. Nous vous demandons également d'utiliser au maximum des noms et des faits concrets lors de vos actions. Cela est important pour tous ceux qui sont aujourd'hui derrière les barreaux.

La solidarité est notre seule arme !

Unis, nous ne serons jamais vaincus !

Mouvement socialiste de Russie (RSD), Action Autonome et Front de Gauche

Envoyez le compte-rendu de vos actions ainsi que vos questions à l'adresse : solidarityaction2012@gmail.com.

Le peuple russe a déjà dû subir une effroyable dictature au cours du XX^e siècle et les aspirations démocratiques du peuple russe en sont d'autant plus légitimes qu'elles n'ont, à ce jour, guère eu l'occasion de s'exprimer librement. L'attachement historique de Genève à la Russie, la volonté marquée de notre République à la défense des Droits de l'Homme au niveau international, notre amitié pour le peuple russe sont autant de raison de demander aux pouvoirs politique et judiciaire russes actuels de mieux prendre en compte le respect des minorités et des opposants et de poursuivre leurs efforts pour mettre sur pied un système démocratique digne d'un si grand pays.

Nous invitons Mesdames et Messieurs les députés à accepter cette résolution pour exprimer notre soutien à une véritable démocratie en Russie.